

Makhzen



**Mahdi Boukhalfa**

# **Makhzen**

Ce Maroc que les touristes ne voient pas

LES ÉDITIONS DU NET  
126, rue du Landy 93400 St Ouen

### **Du même auteur**

Parutions aux Éditions du Net

Bab El Oued (et ses mille et une vies cachées). Les Editions du Net. Septembre 2022. Lauréat du prix Savoir 10e JDMF

MC Alger, cent ans de football. Les Editions du net. Décembre 2021. Paris

Mama Binette, naufragée en Barbarie. Paris août 2019.

La marche d'un peuple, les raisons de la colère. Paris, août 2020

Le fantôme du 18 avril. Paris, septembre 2021

Khaouty, Avancez l'Arrière (Bons baisers d'Algérie). Paris, septembre 2021

L'étrange voyage en Covidie. Paris, Février 2020.

Ouvrages Publiés à Alger

La révolution du 22 février, de la contestation à la chute des Bouteflika, Editions Chihab, Alger octobre 2019.

Pavillon Covid-19, sept jours en enfer. Editions Al Qobya, Alger, Janvier 2021

Sociologie d'une révolution inachevée, Edition Al Qobya, Mars 2022

*En souvenir d'Abderrahmane Rebahi  
A toutes les petites mains qui font le travail des grandes  
personnes, interdites d'école*



## Note de l'auteur

Au Maroc se rencontrent, dans une folle synergie, toutes les contradictions socio-économiques, politiques et idéologiques imaginables dans un pays où le niveau de vie dans les zones rurales est proche du dénuement, où les familles survivent avec moins de trois dollars par jours dans les régions rudes et reculées du haut Atlas, où on se chauffe et on cuisine toujours au bois et au charbon.

Pays réputé pour ses territoires et infrastructures touristiques, ses villes-monuments de la luxure et du luxe, du grand banditisme lié au trafic de stupéfiants dans le nord, entre Tanger, M'diq et F'nideq, il se distingue surtout, dans sa face cachée comme un état où les droits de l'homme sont la dernière roue de la charrette du roi.

Là, c'est le Makhzen, une sorte d'administration médiévale occulte, une survivance féodale de la gestion des affaires du royaume au temps des dynasties Almohade et Almoravide, nées à Marrakech entre le 11<sup>e</sup> et le 13<sup>e</sup> siècles, qui régent la vie. Autant des Marocains, tous les marocains que la vie politique dans le pays qui n'en peut plus de misère, de violations des droits de l'homme, de « Hogra » (injustice).

Ce Maroc-là, il est visible dans les grandes villes du pays, à Rabat, Casablanca, Tanger ou Tétouan et Fès, là où les luttes syndicales, les guerres larvées des ONG pour le respect des droits de l'homme sont les moins transparentes, quotidiennes. Mais les plus brimées, violentées.

A Rabat, il ne se passe pas un jour sans qu'il y ait des manifestations de protestation contre les graves violations des droits de

l'homme, les disparitions forcées, la grogne des diplômés-chômeurs, tout comme les politiques sociales suicidaires du Makhzen.

Ce n'est, pourtant, pas cette belle et idyllique image renvoyée par les campagnes de marketing et autres publicités tapageuses des Tours opérateurs sur le Maroc du Tourisme et des européens argentés venus se prélasser à l'ombre de médinas plusieurs fois séculaires, dans un Maroc où les étrangers ont plus de droits et de considération que les « *enfants du bled* » eux-mêmes.

Cet ouvrage revient justement sur ces questions fondamentales de respect de la dignité humaine, de la vie et des droits humains foulés aux pieds par les nervis du régime marocain, le Makhzen.

Il est surtout question du retour forcené des années de plomb, cette terrible période entre 1959 et 1999 où les Marocains étaient « suicidés », emprisonnés dans des bagnes secrets, tués et torturés, arrêtés pour leurs opinions politiques. Pour la moindre revendication sociale, notamment contre la vie chère, la paupérisation galopante de tout un peuple.

Hassan II a été l'initiateur de cette époque sanglante, terrible. Son fils, l'actuel souverain du Maroc, Mohamed VI, est sur ses traces. C'est ce que cet ouvrage tente d'expliquer. De démontrer cette pauvreté chronique, cette négation de la dignité humaine et des droits de l'homme dans un pays dont les pieds restent profondément enfoncés dans un féodalisme outrancier.

## Avertissement

Quand, à la fin des violentes manifestations du pain en 1981, Driss Basri, le « vizir » craint et honni de Hassan II, avait lancé à la presse et à l'opinion publique internationale sa célèbre phrase « Hadratt drouba<sup>1</sup> », nul ne croyait au bilan officiel donné par les autorités marocaines sur la féroce répression de ces émeutes populaires. Le Maroc des années de plomb plongeait encore plus profondément dans la plus oppressante nuit des graves violations des droits de l'Homme,

Nous sommes dans un pays où les disparitions forcées, les assassinats politiques, les arrestations arbitraires et la torture sont la marque de fabrique du modèle politique post-Mohamed V, un Maroc atrocement sanglant : celui de son fils, Hassan II, puis de son successeur, Mohamed VI.

Le bilan, terrible, de la répression de ces manifestations à Casablanca, est de plusieurs centaines de morts, certains étant enterrés à la hâte dans des fosses communes, des centaines de blessés par armes à feu ; et beaucoup de disparus.

De son vivant, Hassan II avait mis en place un implacable et inhumain système de traitement des opposants politiques, allant de la liquidation physique pure et simple aux enlèvements et la disparition, comme cela a été le cas de dizaines de militants de la gauche marocaine des années 1970, dont le mouvement marxiste-léniniste

---

1. Hadratt Droubas : Des paroles de rues ou de quartiers. Dans les médinas maghrébines, notamment au Maroc, on appelle Derb un quartier ou une rue de Fès ou Meknès par exemple, et drouba pour le pluriel de Derb.

Ilal Amam, islamiste modéré de Cheikh Yassine, ainsi que celui de la « chabiba islamya » d'Abdelkrim Moutii, qui s'est radicalisé après les accusations de l'assassinat en décembre 1975 du leader socialiste Omar Benjelloun...

Le cas le plus terrible de cette guerre impitoyable, sanglante contre l'opposition de gauche et les milieux islamistes modérés entre les années 1959 et 1999, celles dites « les années de plomb », a été celui de l'enlèvement et la disparition du leader socialiste Mehdi Ben Barka à Paris en octobre 1965. Des témoignages viendront plus tard confirmer autant sa mort que la disparition horrible de son corps, dissous dans de l'acide dans une baignoire dans un bain à Rabat.

Le 23 juillet 1999, Hassan II meurt dans son lit et laisse le trône « alaouite » à son fils, Mohamed VI dont les exhibitions populistes au volant de ses « chars » sur les boulevards huppés de Casablanca ou sur le front de mer à Ain Sebaa, à Tanger, lui vaudront très vite le surnom de « Roi des pauvres ». Dix ans après son intronisation, il sera obligé de recourir à une version « frelatée » de la Constitution pour contenir la colère de la rue, le désespoir des pauvres et des oubliés des bidonvilles de Casablanca durant le printemps arabe.

Des militants du Mouvement du 24 février sont harcelés, certains assassinés, d'autres jetés en prison. L'image d'un « Prince des pauvres » après les années de répression, sinon de perversion politique version Hassan II se décolore, perd son grossier fard et devient celle d'un roi oppresseur, qui ne tolère plus que « ses sujets » menacent la quiétude illusoire du Palais royal, lui fassent de l'ombre, ou jouent à l'opposition.

D'autres, en France, après l'écriture de « Notre ami le roi » qui a fait sensation auprès de l'opinion publique mondiale en démasquant la vraie nature de Hassan II et ses bagnes de Tazmamart, Kelaat M'gouna, iront jusqu'à coller à son successeur le sobriquet de « Roi Prédateur ».

Depuis les années 2010, il est devenu un roi oppresseur.

La violente répression des manifestations de protestation contre la marginalisation et la pauvreté dans le Rif durant les événements dramatiques enregistrés entre octobre 2016 et mai 2017 à Al Hoceima, dans une région réfractaire au pouvoir du Palais royal, ont irrémédiablement gommé la trompeuse image du « roi des pauvres ».

Ces manifestations ont montré aux marocains et au reste du monde le vrai visage de la monarchie alaouite, le seul et unique : la continuité d'un règne sanguinaire, allergique à toute ouverture politique, faisant peu de cas du respect des droits de l'homme dans le traitement de l'oppositions comme de toute organisation ou militants politiques qui ont une autre idée de la manière dont le Maroc doit être gouverné.

La marginalisation du Rif, elle, est historiquement une vieille tradition du Makhzen de mettre sous le boisseau les revendications sociales, économiques et identitaires de ses populations berbères, et de les maintenir dans un état de quasi indigence, une pénible marginalisation sociale, économique, culturelle. La culture du cannabis devient l'unique source de revenus de beaucoup de familles rifaines, et les met de facto au-devant des colères, simulées, du palais royal quand le Maroc est mis à l'index par l'ONU<sup>1</sup> comme de la communauté internationale pour sa responsabilité et son implication documentées dans l'approvisionnement du marché européen des drogues dures et douces.

Bienvenus au Maroc de Mohamed VI : Quatre leaders du mouvement rifain de contestation sociale « Hirak », dont Nasser Zefzafi, ont été condamnés le 26 juin 2018 à 20 ans de prison par la justice marocaine. Ils étaient jugés pour « complot visant à porter atteinte à la sécurité de l'État ».

Zefzafi et ses codétenus, comme les milliers de manifestants du Rif en 2016 et 2017, n'avaient protesté que contre leurs déplorables

---

1. ONUDC : Office des Nations Unies contre les Drogues et le Crime.

conditions de vie, la pauvreté, la marginalisation de leur région de tout projet de développement économique et social depuis 1959.

La condamnation inhumaine de ces jeunes militants enfants du Rif profond, miséreux et misérable, pauvre et livré à toutes les cruautés du Makhzen, sonne comme un brutal retour du pays à la pénible période des années de plomb, et la fin d'une brève récréation pour les militants des droits de l'homme.

Bienvenus au Maroc de Mohamed VI. Le fils, prédateur, plus cruel que son père ?

# Avant-propos

Le Maroc, indépendant depuis le 7 avril 1956 avec la fin du protectorat français, est le seul pays du Maghreb où les violations des droits de l'Homme, la répression policière, les assassinats politiques, les arrestations pour une simple distribution de tracts et les emprisonnements arbitraires d'opposants, sont devenus une macabre signature du Makhzen, cet état profond qui a toujours dirigé le pays depuis l'avènement de la première dynastie, celle des Idrissides.

1956-2022 : presque 70 ans de négation de la dignité humaine. Au royaume des alaouites, le roi est quasiment le propriétaire des marocains ; ils sont autant ses sujets que ses esclaves avec ce protocole royal de « baise-main » dégradant et moyenâgeux, ses souffres douleurs comme ses jouets. Jamais, au Maroc, on ne se hasarde à froisser le roi au risque de lourdes peines de prison, de tracasseries financières et, souvent une mort subite. Ahmed Dlimi, Mohamed Oufkir, et leur victime Larbi Ben Barka, en sont des exemples glaçants.

Tous les opposants politiques, de Mehdi Ben Barka, Omar Benjelloun, Cheikh Yassine, Abdelkrim Moutii, à Nasser Zefzafi, et même ces officiers de la base de Kénitra qui ont voulu changer les choses en 1972 dans un pays féodal, cette opposition des belles années de la gauche marocaine des années 1960 et 1970, d'ailleurs durement réprimée, les courants politiques gauchistes comme Ilal El Amam ou islamistes modérés, plus édulcorés comme Al Adl Wal Ihsane du charismatique cheikh Yassine, ont connu la colère du Makhzen, cette implacable et invisible administration qui gère les